

Covid-19 : Appel à la libération des journalistes emprisonnés en Afrique

@rib News, 08/04/2020 - Source Reporters sans frontières Alors que l'épidémie de coronavirus frappe d'assombrir plein fouet l'Afrique qui recense désormais plus de 10 000 cas et près de 500 décès, 81 organisations de défense des droits de l'homme et de la liberté de la presse ont écrit aux dix chefs d'État et de gouvernement des pays africains, Burundi, qui comptent dans leurs geôles des journalistes arbitrairement emprisonnés, pour leur demander de les libérer sans délai.

Lire l'intégralité du courrier ci-dessous : À l'attention du : À À À À Président de l'Algérie Abdelmadjid Tebboune du Bénin Patrice Talon Président du Burundi Pierre Nkurunziza Président du Cameroun Paul Biya Président du Tchad Idriss Deby Président de l'Égypte Abdel Fattah el-Sisi Président d'Érythrée Isaias Afwerki Premier ministre Abiy Ahmed Ali Premier ministre du Maroc Saad-Eddine El Othmani Président du Rwanda Paul Kagame Par courrier électronique Vos Excellences, Nous, les 81 organisations de médias, de défense de la liberté de la presse et de défense des droits de l'homme, vous écrivons pour demander à vos gouvernements respectifs de libérer les journalistes emprisonnés dans vos pays, alors que la pandémie du COVID-19 se propage dans le monde. La semaine dernière, le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a publié une lettre ouverte aux dirigeants mondiaux les exhortant à libérer immédiatement tous les journalistes emprisonnés dans le monde. Étant donné que le nombre considérable de ces journalistes sont emprisonnés sur le continent africain, nous lançons cet appel à vos pays respectifs en cette période extrêmement préoccupante pour la santé publique. Selon l'enquête annuelle la plus récente réalisée par le CPJ le 1er décembre 2019, au moins 73 journalistes étaient emprisonnés en Afrique, dont 26 en Égypte, 16 en Érythrée, sept au Cameroun, quatre au Rwanda, au Burundi et au Maroc, trois en Algérie et un au Bénin, Nigéria, Tchad, Tanzanie, Éthiopie, Somalie, Comores, République démocratique du Congo et Sud Soudan. Le 31 mars de cette année, au moins 11 de ces journalistes avaient été libérés en Somalie, en Éthiopie, en Tanzanie, au Nigeria, RDC, en Algérie, aux Comores, au Soudan du Sud et en Égypte, selon la recherche du CPJ. Cependant, au moins six autres journalistes et travailleurs des médias ont été emprisonnés depuis le 1er décembre 2019 et se trouvaient toujours en prison le 31 mars, dont quatre en Éthiopie et un au Cameroun et en Algérie. L'article 16 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples dispose que « Toute personne a le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre ». Ces droits ont été étendus aux prisonniers et détenus lorsque la Commission africaine a adopté la Résolution sur les prisons en Afrique de 1995. L'Organisation mondiale de la Santé déclare que « Les personnes privées de leur liberté et celles qui vivent ou travaillent en milieu clos à proximité de ces personnes sont plus vulnérables que le reste de la population face à la maladie à virus COVID-19 ». Pour les journalistes emprisonnés dans des pays touchés par le virus, la liberté est désormais une question de vie ou de mort. Les journalistes emprisonnés n'ont aucun contrôle sur leur environnement, ne peuvent pas choisir de s'isoler et sont souvent privés de soins médicaux nécessaires. Bon nombre de ces journalistes ont été placés en détention, sans procès, pendant de longues périodes et souffrent de problèmes de santé exacerbés par des pathologies sous-jacentes et la surpopulation et les mauvaises conditions de détention dans les prisons dans lesquelles ils ont aussi contracté le paludisme, la tuberculose et d'autres maladies. Nous vous exhortons à libérer chaque journaliste emprisonné dans vos pays respectifs et à protéger la presse libre et la libre circulation de l'information en cette période cruciale. Le journalisme ne doit pas être synonyme de peine de mort. Cordialement, À À À AccessNow À À À African Centre for Media and Information Literacy (AFRICMIL) À À À Africans Rising À À À amaBhungane Centre for Investigative Journalism À À À Article 19 À À À Association des Journalistes Burundais en Exil (AJBE) À À À Association des journalistes du Burkina (AJB) À À À Association des journalistes indépendants du Bénin (AJIB) À À À Association for Human Rights in Ethiopia (AHRE) À À À Bloggers Association of Kenya (BAKE) À À À Cameroon Association of English-speaking Journalists (CAMASEJ) À À À Cameroon Community Media Network (CCMN) À À À Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'Ouest/Norbert Zongo Cell for Investigative Journalism in West Africa (CENOZO) À À À Center for Civil Liberties (Ukraine) À À À Centre for Human Rights & Democracy in Africa (CHRDA) À À À CIVICUS À À À Civil Rights Defenders À À À Coalition for Whistleblowers Protection & Press Freedom (CWPPF) À À À Committee to Protect Journalists (CPJ) À À À Community Empowerment for Progress Organization (CEPO)- South Sudan À À À Le Conseil national des patrons de presse du Togo (CONAPP) À À À Consortium of Ethiopian Human Rights Organisations (CEHRO) À À À EG Justice À À À Eswatini Editors' Forum À À À Federation of African Journalists (FAJ) À À À Federation of Somali Journalists (FESOJ) À À À Free Press Initiative (FPI) À À À Gambia Press Union (GPU) À À À Groupe d'Action pour le Progrès et la Paix (GAP) Afrique (Canada, Bénin, Mali) À À À Guild of Professional Bloggers of Nigeria À À À Human Rights Network for Journalists-Uganda (HRNJ-U) À À À Index on Censorship À À À Institute for Media and Society (IMS) À À À International Centre for Investigative Reporting (ICIR) À À À International Press Centre (IPC) À À À International Press Institute (IPI) À À À International Service for Human Rights (ISHR) À À À Internet Sans Frontières (ISF) À À À Kenya Correspondents Association (KCA) À À À Kenya Editors' Guild (KEG) À À À Kenya Union of Journalists (KUJ) À À À La Maison de du Niger À À À Laws and Rights Awareness Initiative (LRAI) À À À Ligue des journalistes Tchadiens À À À MARUAH (Singapore) À À À Media Council of Tanzania (MCT) À À À Media Foundation for West Africa (MFWA) À À À Media Institute of Southern Africa (MISA) À À À Media Monitoring Africa (MMA) À À À MENA Rights Group À À À Namibia Media Trust (NMT) À À À Nigeria Union of Journalists (NUJ) À À À Odhikar (Bangladesh) À À À Observatoire de la Liberté de la Presse en Afrique (OLPA) À À À One Day Seyoum À À À Organisation Patronale des Médias du Gabon (OPAM) À À À Paradigm Initiative (PIN) À À À Patronat de la presse tchadienne À À À PEN Érythrée À À À PEN Nigeria À À À Press Times Centre for Investigative Journalism (PTCIJ) À À À Press Union of Liberia (PUL) À À À Réseau des Défenseurs des Droits de l'Homme de l'Afrique Centrale (REDHAC) À À À Réseau des Journalistes Burundais pour la CPI (RJB-CPI) À À À Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme en Centrafrique (RJDH-RCA) À À À Reporters Sans Frontières (RSF) À À À Right2Know (South Africa) À À À Robert F. Kennedy Human Rights À À À Sierra Leone Association of

Journalists (SLAJ) | Somali Journalists Syndicate (SJS) | South African National Editors' Forum (SANEF) |
Syndicat National des Journalistes Indépendants du Togo (SYNJIT) | Syndicat des Professionnels de l'Information et
de la Communication du Sénégal (SYNPICS) | Syndicat National des Professionnels de la Presse de Côte d'Ivoire
(SYNAPP-CI) | Syndicat National des Journalistes du Cameroun (SNJC)/Cameroon Journalists' Trade Union (CJ
| The African Editors Forum (TAEF) | Tournons La Page (TLP) | Union Burundaise des Journalistes (UB
| Union of Tanzania Press Clubs (UTPC) | Wole Soyinka Centre for Investigative Journalism (WSCIJ) |
Zimbabwe Union of Journalists (ZUJ) cc Le Président de l'Union africain, Président Matamela Cyril Ramaphosa Le
Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio
Guterres Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus